



Pol.éthique

Bureau de rédaction, analyse, conseil
Ch. des Ouches 16
1203 Genève

Face à la triple crise, repenser l'économie, par Sophie de Rivaz

(extrait de Bourban H. et alii, *Trop riches. Trop pauvres*, Editions d'en bas, Association Cotmec, mai 2015)

Nous vivons une triple crise, financière, sociale, environnementale : crise financière avec un endettement généralisé des ménages, des entreprises, des Etats, des banques; crise sociale avec une partie de l'humanité qui vit dans des conditions de dénuement et une remontée inquiétante des inégalités; crise environnementale avec les changements climatiques et leurs corollaires. Ces trois crises se nourrissent les unes les autres¹. Elles renforcent pauvreté matérielle, pauvreté de la qualité de vie et sentiment de pauvreté.

Comment en est-on arrivé là ? Comment dans un monde capable de nourrir l'ensemble des humains, un sur huit peut-il mourir de faim ? Pourquoi malgré les avertissements de la communauté scientifique, poursuivons-nous un mode de production et de consommation catastrophique pour la planète à terme et qui déjà menace l'environnement des plus démunis ? A quoi servent donc les milliards de dollars qui s'échangent quotidiennement sur les marchés financiers ? A qui a profité la croissance économique insolente de l'après-guerre ? Mais peut-être la question doit-elle être posée en d'autres termes : quelle responsabilité porte la poursuite de la croissance économique dans notre triple crise ? quelles sont les responsabilités des idées et des politiques économiques menées jusqu'à présent ?

Une autre vision de la richesse, une autre vision de son partage, des pratiques qui redonneraient priorité à l'humain, au social et à l'environnement sont-elles envisageables ?

La triple crise et ses effets sur les pauvretés

Les imbrications des trois volets de la crise s'éclairent autour de deux exemples illustratifs des années 2000 : la hausse du prix de la nourriture dans nombre de pays du Sud, la crise des subprimes aux Etats-Unis.

La hausse du prix des produits alimentaires de première nécessité s'explique pour plusieurs motifs : la multiplication des événements de sécheresse ou d'inondation qui diminue le stock des récoltes de riz, blé ou maïs, la concurrence des terres par les agrocarburants, l'épuisement des sols (crise environnementale). Moins de récoltes implique une tension sur les prix des produits agricoles qui augmentent. Cette augmentation est renforcée par le fait que de nombreux acteurs financiers se tournent vers le trading de biens alimentaires lorsque le marché des actions et obligations part à la baisse, notamment lors de crises financières : la demande augmente encore face à l'offre, les prix également. Emeutes de la faim et mouvements de protestation se multiplient face aux difficultés pour les plus démunis à survivre (crise sociale).

Second exemple : la crise des subprimes, ces crédits alloués à des taux d'intérêt élevés à des personnes non solvables et sans contrôle strict de leur capacité à les rembourser. Pour diminuer le risque, les banques ont constitué des produits financiers constitués de ces crédits ainsi que d'autres titres tels que actions, obligations, prêts étudiants. Jusqu'au moment où les prix de l'immobilier s'écroulent aux Etats-Unis : les produits perdent de leur valeur, la

¹ Selon les termes d'Alain Lipietz, notamment dans l'article « Une crise de 1929, puissance deux ! », *Alternatives internationales*, HS 6, décembre 2008.

confiance avec les banques et entre banques est rompue, c'est le déclenchement de la crise des subprimes (crise financière). Pourquoi les ménages étasuniens se sont-ils tellement endettés ? D'une part pour faire face à la stagnation de leurs salaires depuis les années 1980 et donc, selon les cas, à un réel appauvrissement ou à un sentiment d'appauvrissement (crise sociale) et d'autre part, parce que le prix de l'énergie n'a cessé de monter (crise environnementale). Face à la montée de ces problèmes, la réponse des politiques et de leurs conseillers économiques n'a pas été de tenter un meilleur partage des ressources entre pays riches et pays pauvres et, au sein des pays, entre catégories très favorisées et catégories de moins en moins favorisées, mais de répondre par un « toujours plus » grâce à plus de technologie (OGM pour l'agriculture, gaz et pétrole par fracturation des sols pour l'énergie, par exemple), plus de productivité du travail que ce soit dans le privé ou le public, plus de crédits.

Croissance de la production, source de biens ou de maux ?

Face à la crise, la croissance semble être la seule réponse pour créer des emplois, rétablir les finances des Etats, permettre le développement de technologies « vertes ». Lorsqu'il s'agit d'évoquer la santé économique et sociale d'un pays, gouvernements et médias donnent une importance notable à l'indicateur qui mesure l'augmentation de la production dans un Etat au cours d'une année: le Produit intérieur brut (PIB). Les critiques ne manquent pas vis-à-vis de cet indicateur.

La croissance fouguese qu'ont connue certains pays (Europe de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, pays émergents depuis quelques années) a indéniablement permis une augmentation du bien-être de millions de personnes. Elle n'a cependant pas gommé les inégalités criantes entre individus dans les pays du Sud, ni empêché le retour de ces mêmes inégalités criantes dans les pays du Nord. Elle s'est faite sur l'exploitation de ressources non renouvelables, elle a conduit à des seuils critiques d'émission de CO₂, elle est cause des changements climatiques, lesquels touchent en premier lieu les plus démunis. Il est donc temps de se demander si la poursuite d'une croissance économique extensive basée sur l'appauvrissement des personnes, de la société, de notre environnement est viable à terme. Il est temps également de se demander si des taux de croissance économique de 3 ou 4 %, voire jusqu'à 10 % et plus, tels que visés par les politiques, sont viables. L'économiste Thomas Piketty fait remarquer que de tels taux relèvent d'une situation de rattrapage (situation de l'Europe après 1945 après le marasme de l'entre-guerre ou de la Chine à l'heure actuelle) et non de taux envisageables à terme. Il souligne qu'un taux de croissance de 1 % par an, représente sur une génération, soit trente ans, une augmentation de 35 % (de 181 % si le taux est de 3,5 %), une multiplication par trois en un siècle et par plus de vingt mille sur un millénaire: « des taux de croissance supérieurs à 1 %-1,5 % ne sont pas soutenables éternellement, sauf à envisager des progressions vertigineuses »².

Etat des réflexions autour de la croissance

*Reconsidérer la richesse, Redéfinir la prospérité, Une prospérité sans croissance, «Adieu à la croissance, La mystique de la croissance. Comment s'en libérer, La véritable richesse. Une économie du temps retrouvé*³: les réflexions se multiplient. Elles visent Etats et catégories de personnes qui sont majoritairement sorties de la pauvreté matérielle mais dont les qualités de vie et du lien social laissent à désirer. Que doit être la prospérité future ? Pour Dominique Méda, la priorité doit être « la satisfaction des besoins humains essentiels sous la contrainte de

² Thomas Piketty *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013, p. 129.

³ Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, 2010 ; Isabelle Cassier (dir.), *Redéfinir la prospérité*, Editions de l'Aube, 2013 ; Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Editions de Boeck, 2010 ; Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les petits matins, 2010 ; Dominique Méda, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Flammarion, 2013 ; Juliet B Schor, *La véritable richesse. Une économie de temps retrouvé*. Ed. Charles Léopold Meyer /Institut Veblen pour les réformes économiques, 2013.

la prise en considération de la nature et de la cohésion sociale »⁴. Oui, mais ... comment dans nos sociétés occidentales, les plus concernées par une redéfinition de la prospérité, lutter contre le chômage, maintenir les prestations sociales dans une optique de baisse de la production et de la consommation ?

A quoi pourrait ressembler une « autre croissance »

La croissance fondée sur l'exploitation d'énergies fossiles bon marché, une hausse de la productivité du travail conduisant aux existences parallèles de chômage et de mal-être au travail et une consommation reposant sur l'éphémère et l'obsolescence programmée des produits n'est pas durable. Il s'agit de repenser la croissance en termes qualitatifs et non quantitatifs, ce qui implique également de repenser les indicateurs de richesse, notamment le PIB qui ne peut en aucun cas être un reflet du bien-être. La prospérité future ne devrait plus relever de la hausse de la production mais de celles des « capacités » selon le terme d'Amartya Sen, de la valorisation des temps sociaux, des activités effectuées en dehors du temps rémunéré (engagement associatif, politique, soins aux proches), de la réduction des inégalités en termes de revenus mais également d'accès aux droits élémentaires (éducation, santé, participation aux décisions politiques, accès à la culture). Bref, il s'agit d'une réorientation et non d'un retour en arrière. Juliet Schor distingue ainsi croissance extensive (extension des activités marchandes) et croissance intensive (utilisation plus efficace des ressources dans le respect de l'environnement et des humains)⁵.

Partager le travail, diminuer sa productivité

Créer de l'emploi pour lutter contre le chômage passe par deux moyens : partager les temps de travail et diminuer la productivité de ce dernier. Dominique Méda, revenant sur les polémiques suscitées en France par la loi Aubry de passage aux 35 heures, note que ce partage existe déjà dans plusieurs pays (on pense, par exemple, à l'Allemagne et à la Suisse) dans lesquels les temps partiels deviennent monnaie courante ... mais concernent essentiellement les femmes. Elles peuvent ainsi, certes, mieux conjuguer activités professionnelles et familiales mais au prix de salaires moins élevés, de carrières moins intéressantes, de montants réduits des retraites. Il s'agirait donc de maintenir le montant des prestations sociales tout en offrant aux personnes, hommes et femmes, la possibilité de réduire le temps de l'emploi rémunéré, ce qui se pratique déjà dans les pays scandinaves ou aux Pays-Bas.

Selon Tim Jackson, la solution au chômage viendra de l'embauche dans les secteurs moins productifs, mais plus gourmands en main d'œuvre. qui sont également ceux de l'avenir : emplois dans l'économie sociale et solidaire, le social, les services à la personne. Il regrette le peu de considération actuelle pour ces domaines. Jean Gadrey va dans le même sens et insiste sur la nécessité d'une croissance également dans les secteurs publics de la formation, de la santé, de la justice ou de la recherche. Cette croissance doit se faire en personnel et en qualité des services rendus mais certainement pas en gains de productivité : « Chaque fois que l'on veut définir et mesurer des gains de productivité dans ces énormes secteurs d'avenir, chaque fois qu'on cherche à tout prix à en réaliser, on casse la qualité et les conditions de travail, et l'on passe à côté de ce qui compte le plus »⁶. Actuellement, les gains de productivité dans les services à la personne conduisent à une baisse de la qualité et une dégradation des conditions de travail.

Réduire l'échelle des salaires

Partager le travail exige un niveau correct de salaires et de remonter les plus bas d'entre eux. Cela pourrait se faire en redistribuant plus équitablement les augmentations de salaires, qui

⁴ D Méda, *La mystique de la croissance*, op. cité, p. 159.

⁵ J. Schor, *La véritable richesse*, op. cité.

⁶ J. Gadrey, *Adieu à la croissance*, op. cité, p. 83.

ces dernières années ont surtout profité aux très hautes rémunérations. Il s'agit aussi de repenser la redistribution des profits entre travail et capital financier, les profits ayant, ces dernières années, surtout profité aux actionnaires. On peut également agir à travers une imposition qui décourage l'explosion des plus hauts revenus.

Il s'agira aussi de trouver de nouvelles sources pour le financement des prestations sociales afin de diminuer les prélèvements pesant sur le travail (impôts et cotisations sociales).

Diversifier taxes et impôts

Les propositions ne manquent pas. L'association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) milite depuis de nombreuses années pour taxer les transactions financières⁷. Une mesure qui permettrait, outre des rentrées financières importantes, de freiner la spéculation.

Thomas Piketty lance l'idée d'une taxation mondiale progressive sur le patrimoine. Seraient imposés les patrimoines mobiliers (actions, obligations, autres produits financiers) et immobiliers selon leur valeur sur le marché. Cette taxation devrait s'accompagner d'une plus grande transparence financière. Elle permettrait de lutter contre l'accroissement des inégalités et de réguler les crises financières⁸.

Il s'agirait aussi de taxer « les maux » plutôt que les « biens » et de faire reposer l'assiette des prélèvements obligatoires sur les émissions polluantes. Joan Martinez Alier suggère une écotaxe internationale sur les exportations d'hydrocarbures (pétrole, charbon, gaz) et de minerais⁹. Une mesure que préconisent également les auteurs du rapport « Vivement 2050 ! » paru sous l'égide de l'Institut Veblen préconisant la taxation du « throughput », ces flux de matières et d'énergie utilisés pour la production qui retournent dans l'écosystème sous forme de rejets¹⁰. Eloi Laurent souligne que cette taxation des « maux » relève d'une troisième révolution fiscale, la première consistant en l'introduction d'un impôt sur le revenu au début du XX^e siècle, la deuxième, en l'introduction d'un impôt sur la consommation (TVA) dans les années 1950¹¹.

Jean Gadrey souligne la nécessité d'être attentif à ce que les écotaxes fonctionnent sur la base d'un système redistributif vers les bas et moyens revenus. Il rappelle par ailleurs le manque de progressivité de l'impôt sur le revenu et la fortune dans un pays comme la France et insiste sur la nécessité de rétablir cette progressivité¹².

Il s'agit également d'utiliser les taxes mondiales pour rétablir les inégalités entre Nord et Sud.

Des investissements « verts » grâce à une autre finance

Côté protection de l'environnement, Alain Lipiez estime que la sortie de crise va exiger d'énormes investissements¹³. Il propose de lancer un « Green New Deal », en référence au programme de relance économique lancé aux Etats-Unis après la crise économique de 1929, et de dégager des fonds pour développer des technologies plus écologiques telles que mobilités alternatives à la voiture, véhicules moins polluants, énergies dites « vertes » (éolien, solaire, géothermie), isolation des bâtiments, développement des filières de recyclage, de fonctionnalité¹⁴. Un développement de technologies qui devra s'effectuer parallèlement à des modifications des comportements des plus aisés. Car les gains en efficacité énergétiques

⁷ <https://france.attac.org/>.

⁸ Th. Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013.

⁹ J. Martínez Alier, *L'écologie des pauvres*, Institut Veblen/ Les Petits matins, 2014

¹⁰ R. Costanza et alii, *Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable* ; Institut Veblen/ Les Petits matins, 2013.

¹¹ E. Laurent, *Le bel avenir de l'Etat providence*, Les liens qui libèrent, 2014.

¹² J. Gadrey, *Adieu à la croissance*, op. cité.

¹³ Alain Lipiez, *Green Deal. La crise du libéral productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, 2012.

¹⁴ Système où un bien (pneus, photocopieuses, par exemple) est loué plutôt qu'acheté, ce qui pousse un constructeur à mettre au point un produit le plus durable possible.

s'accompagnent bien souvent de ce que l'on nomme « l'effet rebond » : certes les voitures ou les avions polluent moins mais nous roulons davantage de kilomètres ou volons plus souvent grâce aux compagnies « low-cost », par exemple.

Mais, relève Tim Jackson: « l'investissement écologique ne consiste pas uniquement à orienter l'investissement vers des objectifs précis. Il requiert aussi une « écologie » différente de l'investissement. Plus particulièrement, il doit porter sur les conditions d'investissement, sur les taux et les périodes de rendement ainsi que sur la structure des marchés de capitaux »¹⁵.

Utiliser l'argent épargné pour les retraites ?

Or l'argent est là : non pas uniquement les fortunes du « 1% » mais également l'épargne de ménages moyens. Cette épargne s'est constituée, en Europe en réaction à la peur du chômage et de la remise en cause des systèmes des retraites, dans les pays émergents face à l'absence de systèmes de redistribution. Au lieu de financer des infrastructures publiques ou les nouveaux secteurs à développer, toute une partie de cet argent, est absorbée par les marchés financiers qui réallouent les fonds avec pour optique le rendement le plus optimal sur le court terme (par exemple, celui des subprimes aux Etats-Unis jusqu'à son explosion). De ce fait, des secteurs qui pourraient être rentables à moyen et long termes se voient négligés.

Mesurer des stocks et pas seulement des flux de richesses

Si nous voulons évaluer correctement les « vraies richesses », il est incontournable de prendre en considération d'autres indicateurs que la seule mesure de la production par le PIB, de ne plus se limiter à mesurer des flux, comme le fait le PIB, mais également des stocks ou, pour reprendre la terminologie relative au développement durable, de « capital », technique, environnemental et humain. Aux termes de « stocks » ou « capital », Dominique Méda préfère celui de « patrimoine » qu'elle définit ainsi : « Par patrimoine, j'entends ici non seulement le patrimoine naturel (la qualité de l'eau, de l'air, du climat, le paysage, la répartition harmonieuse des individus sur le territoire, les forêts, la beauté des paysages, la diversité des espèces, etc.), mais aussi le patrimoine humain, c'est-à-dire tout ensemble, le nombre d'individus vivants, leur qualité de vie, leur état de santé, leur caractère plus ou moins xénophobe, leur tendance ou non au fascisme et au totalitarisme, leur degré de solidarité, leur niveau d'éducation et leur niveau de culture, leur participation à l'activité politique, la qualité de leurs libertés individuelles, leurs moyens pour exercer réellement celles-ci, le caractère réel des droits sociaux dont ils disposent »¹⁶.

Pourtant, malgré la multiplication des expertises critiques (recherches universitaires et d'ONG, rapport Stiglitz en France¹⁷, rapport Jackson en Grande-Bretagne¹⁸, études d'organisations internationales : PNUD, PNUE, OCDE) et le développement d'indicateurs alternatifs qui tiennent compte de variables environnementales et sociales (en vrac et non exhaustif : l'indice de santé social, l'indicateur de progrès véritable, l'empreinte écologique, l'indice de développement humain, etc.), malgré le constat des limites du PIB, ce dernier reste actuellement l'alpha et l'oméga du pilotage des politiques économiques et de la communication des médias sur l'état de nos sociétés.

Des théories et des politiques économiques qui alimentent la crise

Le mythe de la poursuite de la croissance comme moyen de lutter contre la crise et les pauvretés, n'est pas le seul : nos gouvernants restent prisonniers d'un certain nombre d'idées qui renforcent les effets délétères de la course à la croissance : croyance en l'efficacité

¹⁵ T. Jackson, *Prospérité sans croissance*, op. cité, p. 177.

¹⁶ D. Méda, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, 2008, p. 99.

¹⁷ J. Stiglitz, A. Sen. J.-P. Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009, www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf.

¹⁸ J. Tim, *Prospérité sans croissance*, op. cité.

absolue des marchés, qui a conduit par exemple à la déréglementation et l'explosion du secteur financier ; conception de l'environnement comme pourvoyeur de biens gratuits et infiniment renouvelables, d'où la crise environnementale ; perception de la société comme somme d'humains consommateurs liés ensemble par l'échange marchand, d'où l'affaiblissement du politique et du social.

La libéralisation des marchés a provoqué l'explosion de la finance

Dans le credo de la théorie économique orthodoxe¹⁹, les marchés sont les plus aptes à réguler les échanges et à conduire à un équilibre satisfaisant pour toutes et tous. Le constat est autre : la libéralisation et la dérégulation des marchés financiers depuis les années 1980 ont conduit à la grave crise financière de 2008. De nombreuses banques sont considérées comme *too big to fail*, trop grosses pour faire faillite, non pas que leur taille les prévienne de la banqueroute mais parce que les conséquences en cas de crash seraient dramatiques tant pour les épargnants que pour les pouvoirs publics. Ces derniers leur sont donc venus en aide et se sont massivement endettés. En outre, les produits financiers développés ont atteint une telle complexité que plus personne (ni au sein des banques, ni au niveau du contrôle par les Etats) n'est capable d'avoir une vision générale des risques. Les liquidateurs de Lehman Brothers, banque étasunienne qui fit faillite à l'automne 2008, ont estimé qu'il leur faudrait dix ans de travail au total pour démembrer l'établissement !²⁰ Les politiques et instances internationales tentent aujourd'hui de recadrer et de réguler les marchés, de séparer les activités liées à la spéculation de celles concernant la collecte d'épargne des particuliers et l'allocation de crédits. Mais les résistances sont fortes : il y aurait ainsi plus de deux lobbyistes des banques par parlementaire au Congrès étasunien²¹ ; sur les huit membres du groupe chargé de proposer une nouvelle structure de supervision des banques européennes, quatre conseillaient ou travaillaient pour Lehman Brothers, Goldman Sachs, Citigroup et BNP Paribas en 2010²². Par ailleurs, d'autres alternatives, comme rendre aux gouvernements le pouvoir de battre monnaie au lieu de le déléguer aux banques à travers les octrois de crédit, ne font partie d'aucun agenda politique. Patrick Viveret estime que si l'Etat français n'avait pas abandonné ce pouvoir, sa dette en 2010 aurait été d'environ 200 milliards d'euros contre plus de 1'000 milliards d'euros²³.

Considérer la nature comme gratuite a conduit à son exploitation

Pour les théoriciens de l'économie classique et néoclassique, la nature n'avait pas à être prise en compte. « Les richesses naturelles sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques » souligne Jean-Baptiste Say (1767-1832)²⁴. Mais les biens naturels, minerais, hydrocarbures, mais aussi air et eau purs, finissent par s'épuiser; la biodiversité se réduit ; les changements climatiques provoquent inondations, sécheresses, tempêtes. Afin de préserver les biens naturels, la théorie économique dominante tente de mettre un prix aux effets négatifs de nos activités par exemple avec les droits d'émission de carbone ou les taxes environnementales²⁵. Malheureusement, les résistances ici également sont fortes. Les gouvernements de certaines nations (Etats-Unis, Canada) refusent d'assumer leurs responsabilités, d'autres, comme les pays émergents, vont valoir que leurs pays polluent depuis beaucoup moins longtemps que les pays du Nord et qu'on ne peut les empêcher de « se

¹⁹ Classique ou libérale (XVIII^e siècle), néoclassique (XIX^e siècle) ainsi que les courants qui ont inspiré le néolibéralisme au XX^e siècle.

²⁰ « Des centaines de traders ou d'avocats travaillent encore à la liquidation de Lehman Brothers », *Le Monde*, 14 septembre 2014.

²¹ Estimation citée par Joseph Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, Babel, 2012 p. 91.

²² Pascal Canfin, « Contrôle de la finance : que fait l'Europe ? », *Alternatives économiques* HS 87, 2011.

²³ Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, op. cité, p. 14-15.

²⁴ Cité in D. Méda, *La mystique de la croissance*, op. cité, p. 109.

²⁵ Un premier pas dans la bonne direction si elles étaient réellement appliquées.

développer ». Les taxes écologiques posent problème : comment faire pour ne pas augmenter le poids de la fiscalité sur les plus pauvres qui sont souvent les premières victimes de la dégradation de l'environnement²⁶. Des voix s'élèvent : peut-on, éthiquement, promouvoir la protection des biens naturels uniquement par leur privatisation ?

Les Etats ont été tentés par la mise en place de programmes du type « Green New Deal », un moyen de relancer l'emploi tout en limitant les dégâts environnementaux. Le gros des ressources de la Grèce ou de la France, à titre d'exemples, étant ponctionné par le remboursement de la dette, premier poste budgétaire, les capacités d'investissement de ces pays sont faibles. Le risque existe, comme mentionné plus haut, que ces investissements se fassent dans une optique de « soutenabilité faible », c'est-à-dire avec l'idée que la technique viendra au secours de la dégradation environnementale mais sans réflexion autour de la nécessité de décroître dans certains secteurs.

Concevoir la société comme une somme d'individus atonise le politique et le social

Friedrich Hayek, le père spirituel dont se réclament de nombreux économistes néo-libéraux, reprend l'idée de la main invisible d'Adam Smith, pour montrer que ce qui constitue le lien dans la société de marché, ce sont les échanges entre humains : « La Grande Société a pris forme grâce à la découverte du fait que les hommes peuvent vivre ensemble pacifiquement et pour le plus grand avantage de chacun, sans qu'il leur faille se mettre d'accord sur les objectifs qu'ils poursuivent indépendamment les uns des autres. [...] Le pas décisif qui rendit possible une telle collaboration pacifique en l'absence de buts communs fut le recours au troc et à l'échange »²⁷. Pour Hayek, économiste et philosophe d'origine autrichienne, effaré par la montée du nazisme et du stalinisme, il faut limiter l'intervention de l'Etat en dehors de ses fonctions régaliennes (police, justice, armée)²⁸. Les politiques - menées, depuis les années 1980, en se référant à ce précepte - ont donc concouru à démanteler les droits sociaux et les protections sociales (qui risquaient de biaiser le fonctionnement du marché), à diminuer la fiscalité, notamment des plus riches individus et entreprises (au motif que particuliers et firmes font un meilleur usage de l'argent que le secteur public). La tendance est de privatiser les services publics (au nom de gains d'efficacité et de baisse des tarifs): transport aérien, transfert ferroviaire, téléphone, poste ; les secteurs de la santé et de l'éducation sont également concernés. Les gouvernements tentent aujourd'hui de récupérer les fonds dissimulés dans les paradis fiscaux mais ont bien du mal à revenir à une imposition qui soit progressive. En France, pays qui se réclame de l'égalité républicaine, les personnes parmi les 10 % les plus riches paient le même montant de prélèvements obligatoires que les 40 % appartenant aux classes moyennes ; le 1 % le plus riche y contribue nettement moins²⁹. Ces recettes, et bien d'autres encore, ont été à la base des « programmes d'ajustement structurel » appliqués aux pays du Sud qui devaient rembourser leurs dettes. Leurs conséquences en termes de dégradation de la santé, de l'éducation, de la viabilité de la fonction publique ont été telles que la Banque mondiale a fini par revoir sa copie. Il est navrant de constater la prégnance de ces idées parmi les décideurs au point que des politiques identiques sont appliquées aux Etats endettés comme la Grèce ou le Portugal³⁰. Elles provoquent des désagrégations sociales, laissent la protection de l'environnement au second plan, remettent en question la viabilité de la démocratie : quelle est la légitimité d'un gouvernement élu qui prend des mesures qui vont contre le bien-être des citoyens et

²⁶ Cf. les revendications des mouvements pour la justice environnementale aux Etats-Unis ou pour la justice écologique dans les pays du Sud.

²⁷ F. A. Hayek, *Droit, législation et liberté*. Tome 2 : *Le mirage de la justice sociale*, PUF, 1986, p. 131.

²⁸ Et de fait, dans nos sociétés de consommation, les temps « marchands » (de travail, de consommation) ont pris le pas sur le temps social (songeons à la multiplication des centres commerciaux « et de loisir »).

²⁹ C. Landay, T. Piketty, E. Saez, *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*, Seuil, 2011, p. 49.

³⁰ Il faudra voir l'impact du plan de relance que vient d'annoncer la BCE au mois de janvier 2015.

citoyennes qu'il est censé représenté ? Pourtant faire autrement est possible : les initiatives citoyennes foisonnent en réponse à la triple crise.

Pistes d'espoir : les laboratoires d'action citoyenne

Ces initiatives émergent dans tous les pays de la planète, au Sud comme au Nord. Elles restent encore éparses mais des rencontres comme les Forums sociaux permettent de mettre en commun les expériences du Nord et du Sud.

Autour de la crise financière

On mentionnera autour de la finance : la création de banques axées uniquement sur la collecte d'épargne et le crédit selon des critères écologiques et sociaux comme la Banque alternative suisse, Triodos en Belgique et aux Pays-Bas, la NEF en France ; les clubs d'épargnants qui octroient des petits crédits tels « Les Cigales » en France mais aussi les traditionnelles tontines africaines, les expériences de micro-crédits à l'image de la Grameen Bank. Certains vont plus loin encore : abolition de l'argent par les réseaux d'échanges comme les SEL (*LETS* en anglais). De plus en plus, des communautés et des régions réfléchissent à la mise en place de monnaies alternatives pour redonner à l'argent son rôle d'outil au service de la collectivité. D'autres décident de réfléchir à l'allocation des ressources via les budgets participatifs.

Autour de la crise environnementale

De nombreuses expériences sont tentées par des individus dans un souci de produire tout en préservant l'environnement : pratiques de l'agriculture biologique ou de l'agro-écologie fondées sur des technologies et des recherches qui permettent de lutter contre les nuisibles sans faire appel à de l'artillerie chimique ; incitation à l'utilisation de moyens de transport alternatifs à la voiture (et à l'avion) ; mise sur pied de logements coopératifs, d'éco-quartiers ; développement des mines urbaines (recyclage des matériaux), de l'écologie industrielle (utilisation des rejets de certaines industries comme source d'énergie ou de matières pour d'autres).

Autour de la crise sociale

Au niveau de la société civile, des expériences fondées sur la collaboration et non la compétition entre individus se multiplient. Elles contribuent à la lutte contre la pauvreté matérielle en répondant à des besoins de base. Elles ont pour point commun de remettre l'économie à sa place : une économie qui ne réduit pas l'humain à de la seule main d'œuvre ni la nature à des fonctions purement utilitaires mais une économie au service du bien commun, social et environnemental dans l'optique de répondre aux besoins des personnes et d'instaurer une autre qualité de vie.

Ainsi, le secteur de l'économie sociale et solidaire, en plein développement, fait du profit non une fin mais un moyen. Ce secteur couvre des activités de services à la personne mais aussi de l'agriculture (biologique), des finances (solidaires), de l'habitat (coopératif), de la mobilité (douce). Il porte une grande attention à la question de la relocalisation des activités et à la délibération au sein des structures.

De nouveaux indicateurs de richesses

Côté élaboration de nouveaux indicateurs, mentionnons l'exemple de la région Nord-Pas-de-Calais en France qui a élaboré un « indicateur régional de santé sociale » ou celle de l'Etat d'Acre au Brésil, habité majoritairement par des populations autochtones, qui en lien avec la Fondation France-Liberté a mis au point son propre « indicateur de bien-être durable » tenant largement compte de la viabilité de leur environnement, à savoir la forêt amazonienne. Dominique Méda insiste sur l'importance de la participation à la vie sociale et politique pour atteindre ces objectifs : « Soulignons-le fortement : contre les intérêts de court terme, seule une intense activité démocratique est susceptible de promouvoir le nouveau modèle de

développement que nous appelons de nos vœux. Elle est nécessaire pour choisir les nouveaux indicateurs, et pour soutenir l'ensemble de la démarche consistant à relocaliser l'économie et redistribuer les revenus [...] Elle suppose de réintroduire partout où cela est possible, en lieu et place des décisions imposées par le marché, la délibération collective »³¹.

Car la question de la délibération collective est centrale : nous sommes des êtres sociaux avant d'être des individus. Mais ces initiatives ne pourront se passer d'un relais au niveau des pouvoirs publics.

Les chantiers qui restent à ouvrir

Les expériences citoyennes doivent pouvoir se traduire en politiques publiques pour prendre de l'ampleur. Cela exige un soutien financier car l'argent reste le nerf de la guerre, même dans le monde associatif. Or le soutien des pouvoirs publics au secteur associatif n'est de loin pas suffisant. Avec la question de l'endettement public, le problème se pose de manière accrue.

Par ailleurs, toute une série de problèmes en lien avec la redistribution des richesses ou une meilleure allocation des ressources implique une régulation étatique ou interétatique, soit par intervention directe, soit à travers la législation. Il s'agirait d'y réfléchir autour des thèmes tels que :

- le traitement de la dette écologique du Nord envers le Sud ;
- le règlement des dettes odieuses ;
- une répartition plus équitable de la valeur ajoutée des entreprises qui ne favorise plus prioritairement la rétribution du capital (actionnaires) au détriment du travail (salariés);
- une répartition plus équitable des salaires au sein des entreprises qu'elles soient privées ou publiques avec une diminution des écarts de rémunération ;
- la réactivation d'une progressivité de l'impôt sur le revenu et le capital ;
- la mise en place de normes et de taxes environnementales ;
- la mise sur pied d'instances juridiques qui puissent sanctionner sur le plan international les manquements aux droits du travail et aux droits environnementaux à l'image de ce qui existe pour l'OMC ;
- la priorisation du droit dans les domaines environnementaux et sociaux sur les règles du commerce ;
- enfin, la régulation et l'encadrement des marchés financiers afin que la finance soit mise au service de l'économie réelle au lieu de la ponctionner et de créer de l'argent par de l'argent.

Au niveau des opinions publiques, il serait intéressant de:

- redonner aux citoyennes et citoyens, le sentiment que les gouvernements défendent les intérêts du plus grand nombre et non des 10 %, voire du 1 %, des plus riches ;
- faire valoir que le souci pour l'environnement n'est pas qu'un luxe de riches ; un écologisme de pauvres existe ; ici, il ne s'agit pas de préserver la qualité de vie mais bien les ressources nécessaires pour survivre (sans ignorer la question de la valeur de la nature) ;
- lutter contre l'idée qu'écologie et social ne vont pas de pair, sont antagonistes.

³¹ D. Méda, *La mystique de la croissance*, op. cité, p. 213- 214.

Au niveau académique, il serait souhaitable de :

- donner plus de place aux réflexions et aux chercheuses et chercheurs hétérodoxes ;
- enseigner dans les cursus économiques une vision alternative³².

Lutter contre la pauvreté matérielle et la pauvreté de qualité de vie implique de mettre à bas les causes de la triple crise. Il s'agit d'abandonner le credo de la croissance économique à tout prix et de s'accorder sur ce que devraient être nos vraies richesses. Cela implique aussi de sortir des carcans de pensée de la théorie économique car des théories qui étaient vraies il y a un ou deux siècles ne le sont plus aujourd'hui. Les exemples d'actions citoyennes au Sud et au Nord montrent que des pistes existent mais les résistances au niveau du relais politique restent fortes, autant de sources d'espoir que d'inquiétudes.

« Vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois [...] mais au moment où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. Et à tout moment, ce roi dans l'ordre politique peut être jeté à la rue »; Jean Jaurès³³.

³² Cf., par exemple, *Pour un enseignement pluraliste de l'économie: l'appel mondial des étudiants* : www.isipe.net/home-fr/.

³³ Cité in D. Méda, *La mystique de la croissance*, op. cité, p. 168